



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition **SPÉCIALE DÉLÉGATIONS** n° 38 du 20 novembre 2006*

Le recueil peut être consulté :

* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 21 novembre 2006.

SOMMAIRE

| | |
|--|------|
| SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | 1249 |
| DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT | 1249 |
| Arrêté interministériel de mise à disposition provisoire de la DDE au titre des routes départementales pris pour l'application de l'article 104-IV de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales | 1249 |
| MATERNITE REGIONALE DE NANCY | 1249 |
| Délégation de signature | 1249 |
| Délégation de signature - Direction des ressources humaines - | 1250 |

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Direction départementale de l'équipement

Arrêté interministériel de mise à disposition provisoire de la DDE au titre des routes départementales pris pour l'application de l'article 104-IV de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,
 Vu la loi n°92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services,
 Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales
 Vu le décret n°2005-2 du 4 janvier 2005 portant approbation de la convention type prévue par l'article 104 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales
 Vu l'avis motivé de la commission nationale de conciliation en date du 20 avril 2006
 Vu l'avis du comité technique paritaire spécial de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle en date du 30 juin 2006

ARRETEMENT

Art. 1^{er} - En raison du transfert de compétence au département de Meurthe-et-Moselle, dans le domaine de la voirie départementale réalisé antérieurement à la loi du 13 août 2004 susvisée,

Dans l'attente de la publication du décret de transfert des services prévus au VII de l'article 104 de la loi du 13 août 2004 susvisée,
 Pour la préparation et l'exécution des délibérations du département de Meurthe-et-Moselle et pour l'exercice des pouvoirs et responsabilités dévolus dans le domaine susvisé,
 Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle dispose en tant que de besoin, des services ou parties de services mentionnés dans l'annexe 1 au présent arrêté qui sont, conformément à l'article 104 de la loi du 13 août 2004 susvisée, mis à sa disposition et placés sous son autorité à compter de la date du présent arrêté.

A cet effet, en application des dispositions du III de l'article 104 de la loi du 13 août 2004 précitée, le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle adresse directement au directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, responsable des services ou parties de services mentionnés dans l'annexe 1, toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Il contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, lui donner délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Art. 2 - Le secrétaire général et la directrice générale du personnel et de l'administration du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, le directeur de la modernisation et de l'action territoriale et le directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 17 juillet 2006

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,
 Pour le ministre et par délégation,
 Le directeur général des collectivités locales,
 Dominique SCHMITT

Le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer,
 Pour le ministre et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Patrick GANDIL

Annexe n° 1 – voirie départementale

- I : Dans le domaine de la voirie départementale, sont mis à disposition, conformément aux articles 104-III et 104-V de la loi du 13 août 2004 précitée, certains services et parties de services de la DDE de Meurthe-et-Moselle qui participent, d'une part, aux missions d'entretien et d'exploitation des routes départementales, et, d'autre part, aux activités supports liées à l'ensemble de cette compétence. Sont exclus de cette nouvelle mise à disposition les services ou parties de services déjà mis à disposition en vertu de l'article 7 de la loi n°92-1255 du 2 décembre 1992 précitée.
- II : Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle dispose à ce titre des services ou parties de services suivants de la DDE de Meurthe-et-Moselle :
 - subdivision de Audun-le-Roman, subdivision de Blâmont, subdivision de Briey, subdivision de Haroué, subdivision de Lunéville, subdivision de

Longuyon, subdivision de Longwy, subdivisions de Nancy Nord et Nancy Sud, subdivision de Pont-à-Mousson, subdivision de Toul

- unité de la cellule départementale d'exploitation de la route (CDER), cellule départementale de sécurité routière (CDSR)
- services ou parties de services supports correspondants à l'ensemble des services travaillant sur les routes départementales

III : Il est constaté que participent, à la date du 31 décembre 2004, à l'exercice de ces compétences transférées antérieurement à la loi du 13 août 2004 précitée, l'équivalent de 203.80 emplois équivalent temps plein ainsi répartis :

- a) Au titre des activités liées à l'entretien et l'exploitation de la voirie départementale, à l'exclusion des services ou parties de services déjà mis à disposition du conseil général en vertu de l'article 7 de la loi n°92-1255 du 2 décembre 1992

1.26 équivalent temps plein, agents titulaires de catégorie A :

- 0.54 cadres supérieurs (ingénieurs des ponts et chaussées, ingénieurs divisionnaires des travaux publics de l'Etat, attachés principaux des services déconcentrés)

- 0.72 catégorie A technique (ingénieurs des travaux publics de l'Etat)

5.95 équivalent temps plein, agents titulaires de catégorie B :

- 1.75 catégorie B technique (techniciens supérieurs de l'équipement)

- 4.20 catégorie B exploitation (contrôleurs des travaux publics de l'Etat)

186.47 équivalent temps plein, agents titulaires de catégorie C :

- 1.15 catégorie C technique (dessinateurs)

- 0.72 catégorie C administratif (adjoints administratifs)

- 184.60 catégorie C exploitation (agents d'exploitation, chefs d'équipes d'exploitation)

Ainsi que :

0.13 équivalent temps plein, agents non titulaires de droit public de catégorie B

0.05 équivalent temps plein autres (ouvriers des parcs et ateliers)

- b) Au titre des activités supports

1.69 équivalent temps plein, agents titulaires de catégorie A :

- 0.40 cadres supérieurs (ingénieurs des ponts et chaussées, ingénieurs divisionnaires des travaux publics de l'Etat, attachés principaux des services déconcentrés)

- 0.22 catégorie A technique (ingénieurs des travaux publics de l'Etat)

- 1.07 catégorie A administratif (attachés administratifs des services déconcentrés)

2.43 équivalent temps plein, agents titulaires de catégorie B :

- 0.31 catégorie B technique (techniciens supérieurs de l'équipement)

- 1.64 catégorie B administratif (secrétaires administratifs des services déconcentrés, assistant de service social)

- 0.48 catégorie B exploitation (contrôleurs des travaux publics de l'Etat)

5.14 équivalent temps plein, agents titulaires de catégorie C :

- 0.20 catégorie C technique (dessinateurs)

- 4.61 catégorie C administratif (adjoints administratifs, ouvriers professionnels des services déconcentrés)

- 0.33 catégorie C exploitation (agents d'exploitation, chefs d'équipes d'exploitation)

Ainsi que :

0.67 équivalent temps plein, agents non titulaires de droit public (agents Berkani)

0.01 équivalent temps plein, agents non titulaires de droit privé (CDI) ;

qui sont mis, pour l'ensemble des activités précitées, à la disposition du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle à la date de signature du présent arrêté.

Maternité régionale de Nancy

Délégation de signature

M. Bruno CARRIERE,

Directeur du Centre Hospitalier Spécialisé Maternité Régionale de NANCY,
 Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu les articles L. 1111-7 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant M. Bruno CARRIERE directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2001 nommant Mme Marie-Christine PRUD'HOMME directeur adjoint de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la décision de délégation de signature n° 1 du 1^{er} juillet 2002,

DECIDE

Art. 1 : En cas d'empêchement ou d'absence de M. CARRIERE, directeur d'établissement, délégation est donnée à Mme PRUD'HOMME pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et

nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'Autorité judiciaire.

Art. 2 : La décision n° 1 du 1^{er} juillet 2002 est rapportée.

Fait à Nancy, le 13 novembre 2006

En quatre exemplaires originaux.

Le Directeur,
Bruno CARRIERE

Délégation de signature - Direction des ressources humaines -

M. Bruno CARRIERE,

Directeur du Centre Hospitalier Spécialisé Maternité Régionale de NANCY,
Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu les articles L. 1111-7 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant M. Bruno CARRIERE directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la décision de nomination de Mme Michèle GUEFVENEU à la Maternité régionale de NANCY,

D E C I D E

Art. 1 : Délégation permanente est donnée à Mme GUEFVENEU pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, l'ensemble des titres de recettes, mandats de paiement, les notes et différents documents se rapportant

à l'organisation et au fonctionnement de la direction des ressources humaines et de la communication.

Art. 2 : Délégation permanente est donnée à Mme GUEFVENEU pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, les contrats de travail de droit public et leurs différents avenants, les décisions d'avancement d'échelon, de mutation, de recrutement et de titularisation des agents sous statut de la fonction publique hospitalière.

Sont exclus de cette délégation permanente les décisions et documents suivants :

- avancements de grade des personnels médicaux et non médicaux,
- décisions de titularisation, nomination et contrats des personnels médicaux et agents de catégorie A,
- notes, correspondances et décisions se rapportant à une procédure disciplinaire.

Fait à Nancy, le 13 novembre 2006

En quatre exemplaires originaux.

Le Directeur,
Bruno CARRIERE

